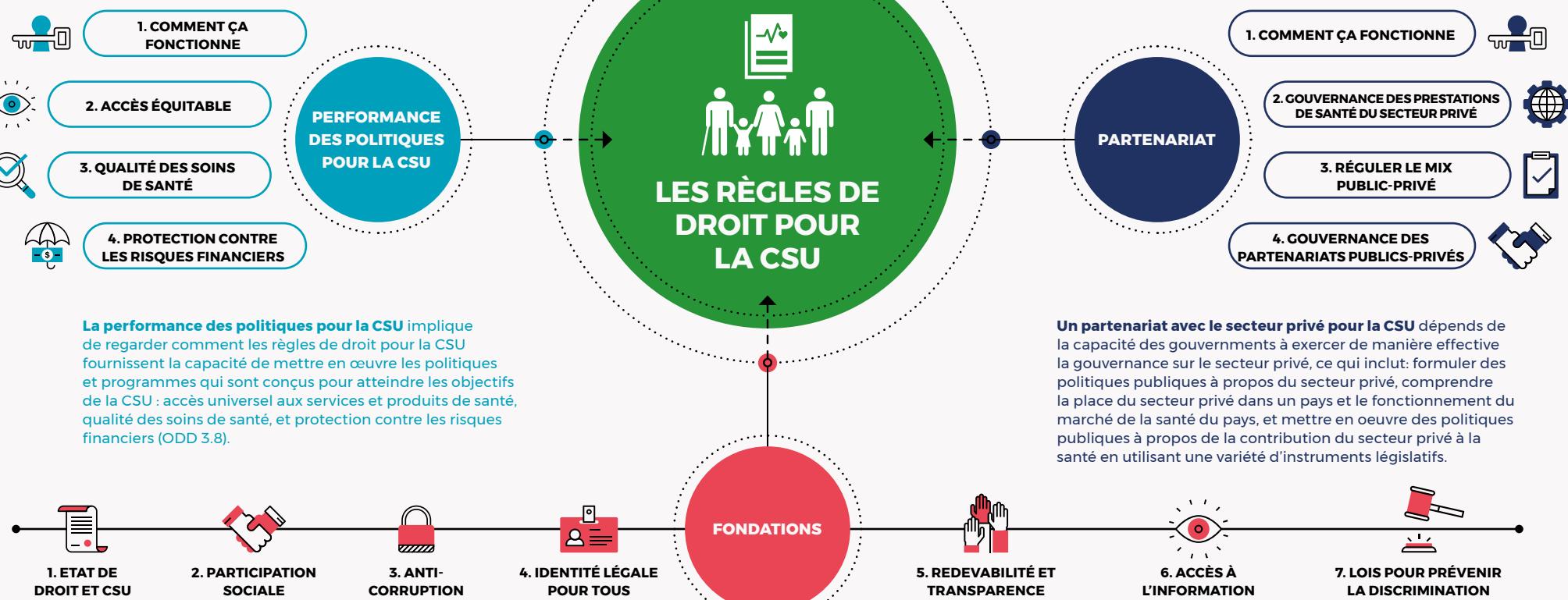


Les règles de droit pour la CSU englobent toutes les règles législatives existantes et applicables régulant la CSU dans un pays, incluant : les lois formellement écrites (émanant du pouvoir législatif comme le parlement), les actes réglementaires et administratifs (émanant du pouvoir exécutif), les contrats, la jurisprudence et les lois coutumières.

Les règles de droit pour la CSU fonctionnent en donnant les moyens de créer le cadre institutionnel pour la CSU, incluant les principes de la CSU, le système de règles pour la CSU, la capacité réglementaire, les droits et relations, le cadre organisationnel et les partenariats.



CONTEXTE DU PAYS



1. Acceptation

La règle de droit est le résultat d'un processus de décision, ce qui implique que la règle de droit a plus de chance d'être créée s'il y a une acceptation :

- des objectifs de la règle de droit.
- du besoin d'avoir la règle de droit.
- du coût et de l'impact de la règle de droit.
- de la règle de droit par les personnes et les organisations qui ont le pouvoir d'influencer le succès de la règle de droit.



2. Autorité

Les règles de droit sont faites par des personnes ou des organisations qui ont le mandat de faire des règles contraignantes. En pratique, l'autorité de faire des règles de droit effectives dépend également d'aspects politiques et de relations de pouvoirs dans un pays.



3. Aptitude

Légiférer est un processus technique complexe qui peut nécessiter des ressources considérables. Si un pays peut produire une règle de droit dépend de son aptitude et de sa capacité à procéder. Les questions clés incluent :

- Est ce que les données nécessaires pour la planification, l'analyse et la mise en œuvre sont disponibles ?
- Est qu'il y a des individus avec les compétences nécessaires pour travailler sur la règle de droit (juristes, économistes, rédacteurs juridiques, individus qui contrôlent et mettent en œuvre la règle de droit) ?
- Est-ce que le pays a la capacité institutionnelle de procéder avec la réforme juridique ?
- Est-ce qu'il y a les ressources nécessaires pour le processus et pour la mise en œuvre (et si oui, combien) ?
- Est-ce qu'il y a un quelconque problème avec le timing, ou une contrainte temporelle, affectant l'aptitude d'un pays à créer la règle de droit ?

PERFORMANCE DES POLITIQUES POUR LA CSU



1. Comment ça fonctionne

La performance des politiques pour la CSU réfère au rôle de la règle de droit de fournir la capacité d'atteindre les objectifs politiques désirés de la CSU : accès universel aux soins de santé, protection contre les risques financiers, qualité des soins de santé.



2. Accès équitable

Atteindre la CSU concerne, en premier lieu, la provision des services et produits de santé dont la population a besoin. Les règles de droit pour la CSU fournissent les moyens pour formaliser l'accès aux services et aux produits de santé. Par exemple, en incluant le droit d'accès dans la constitution du pays ou dans une autre législation, ou en établissant un mécanisme légal pour déterminer l'éligibilité d'un individu aux services de santé (par exemple, inscription au sein d'un régime d'assurance de santé).

Les règles de droit pour la CSU fonctionnent en enlevant les barrières d'accès à la CSU. Les pays travaillent à enlever ces barrières dans le cadre de leurs efforts pour mettre fin à l'exclusion d'individus aux soins de santé, et d'assurer que « personne n'est laissé derrière sur le chemin vers la CSU ». Les efforts juridiques aidant à enlever ces barrières d'accès incluent la mise en œuvre de mesures pour arrêter la discrimination et assurer l'accès aux soins de santé de populations désavantagées ou marginalisées. Par exemple, les règles de droit pour la CSU peuvent être utilisées pour interdire que des individus se voient refuser l'accès aux soins de santé sur la base de leur race, origine nationale ou ethnique, couleur de peau, religion, âge, sexe, orientation sexuelle, identité sexuelle, statut marital, statut familial, caractéristiques génétiques ou handicap.



3. Qualité des soins de santé

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour réglementer la qualité des soins et donnent le cadre institutionnel pour travailler sur la qualité des soins de santé. Les exemples de comment les règles de droit pour la CSU contribuent à la réglementation de la qualité des soins de santé incluent des exigences légales pour l'accréditation ou la certification pour exploiter un service de santé ou pour pratiquer en tant que personnel de santé. Les règles de droit pour la CSU établissent des standards obligatoires pour les établissements, les services de santé, la pratique des professionnels de santé, et pour les médicaments, les vaccins et les autres produits de santé. Ces standards peuvent concerner des aspects techniques ou se concentrer sur d'autres aspects (par exemple la sécurité du patient, le fait de placer le patient au centre, les guides à propos des pratiques cliniques). Les règles de droit pour la CSU fournissent également l'autorité de surveiller le respect de ces standards et de prendre des mesures pour imposer ou corriger si nécessaire.



4. Protection contre les risques financiers

Les règles de droit pour la CSU contribuent à fournir à la population une protection contre les effets potentiellement catastrophiques de paiements directs élevés. L'approche de l'OMS concernant le financement de la santé se concentre sur trois fonctions centrales :

- Génération de revenus (sources de fonds, incluant les budgets du gouvernement, les régimes d'assurance obligatoires ou optionnels, les paiements directs par les utilisateurs, et l'aide extérieure).
- Mise en commun de fonds (l'accumulation de fonds prépayés au nom d'une partie ou de toute la population).
- Achat de services (payer les prestataires de services ou allouer des ressources aux prestataires de services de santé).

Les règles de droit pour la CSU fournissent la capacité d'effectuer ces trois fonctions.

- Premièrement, elles autorisent la génération de revenus. Par exemple, dans les pays avec un système de financement fondé sur les taxes, il y a des dispositions constitutionnelles ou statutaires qui autorisent ces taxes. Les lois fiscales peuvent approuver une génération de revenus obtenue de plusieurs sources, comme les impôts sur le revenu, les taxes indirects, ou les impôts affectés (e.g. taxe sur le tabac). Dans les systèmes de santé qui opèrent avec un système d'assurance, les lois autorisent les régimes d'assurance obligatoires, précisent la couverture de la population ainsi que les contributions obligatoires aux fonds d'assurance (par exemple au travers d'une loi sur l'assurance maladie).
- Deuxièmement, elles autorisent la mise en commun de fonds. Par exemple, les règles de droit pour la CSU peuvent permettre la création d'un système de mise en commun au niveau national ou plusieurs systèmes au niveau sous-national.
- Troisièmement, elles fournissent la capacité à mettre en œuvre la fonction d'achat, au travers de l'utilisation de contrats, et par l'établissement de processus de gouvernance et de redevabilité pour l'achat.

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour la régulation du panier de services de santé, incluant le processus pour établir ce panier et le cadre pour créer le droit d'accès aux services qui y sont inclus.

PARTENARIAT



1. Comment ça fonctionne?

ODD 17 appelle à la coopération, à la collaboration et au partenariat entre le gouvernement, la société civile et les entreprises. Dans le secteur de la santé, cela signifie une attention accrue sur l'engagement avec le secteur privé et l'utilisation de partenariats publics-privées pour aider à atteindre la CSU. Le régime de gouvernance déployé pour gouverner ces partenariats diffère considérablement de celui utilisé pour guider des services uniquement publics.



2. Gouvernance des prestations de santé du secteur privé

Il y a cinq « tâches » associées avec une gouvernance effective des prestations de santé du secteur privé. Ça inclut maintenir une orientation stratégique du système de santé en accord avec les valeurs de la CSU, collecter et utiliser les informations pour corriger les tendances indésirables et les distorsions, plaider en faveur de la santé au niveau du développement national, exercer de l'influence, et établir des mécanismes transparents et effectifs de redevabilité.



3. Réguler le mix public-privé

Manager le mix public/privé dans un système de santé est un élément central de la politique de santé et de la fonction managériale de chaque gouvernement. Ça implique de penser minutieusement aux instruments juridiques les plus appropriés pour un contexte particulier, une action spécifique et un objectif politique précis. Également important est le besoin de réfléchir à toutes les stratégies qui peuvent être utilisées pour développer et mettre en œuvre ces instruments juridiques.



4. Gouvernance des partenariats publics-privés

Les partenariats entre l'état et les acteurs privés sont de plus en plus utilisés pour délivrer des services et des produits de santé. Alors que ce type de coopération entre l'état et des acteurs privés fait souvent référence à des partenariats avec des organisations à but lucratif, certains partenariats impliquent des membres de la société civile et des organisations non lucratives. Des outils juridiques sont utilisés pour établir ces partenariats et pour établir les règles de leur fonctionnement.

FONDATIONS

Les règles de droit pour la CSU contribuent à plusieurs fonctions et enjeux transversaux qui agissent comme des accélérateurs de tout travail sur les ODD liés à la santé.



1. L'état de droit pour la CSU

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour mettre en œuvre l'état de droit pour la santé (ODD 16.3). L'état de droit pour la santé est essentiel car la « bonne gouvernance » dépend énormément de la capacité à assurer l'état de droit. L'état de droit signifie qu'un pays possède et respecte des codes et normes qui contraignent les agissements des individus, des institutions et du gouvernement. Parmi les éléments clés définissant les attributs de l'état de droit, il y a:

- Une approche de la santé et du développement fondée sur le droit.
- Identité légale pour tous.
- Accès à la justice pour tous.
- Sécurité sanitaire personnelle.
- Garantir et protéger les droits de la santé qui sont implicitement dans un certain nombre d'objectifs concernant la discrimination, les inégalités et les institutions.

Les sociétés qui s'institutionnalisent et se gouvernent en suivant ces conditions ont tendance à prospérer car elles possèdent une stabilité basée sur la règle et évitent l'autodestruction au travers de décisions arbitraires comme la corruption et la violence.



2. Participation sociale

Les règles de droit pour la CSU créent le droit de participer dans les processus de décision liés à la santé et réglementent ces processus de décisions (ODD 16.7).



3. Anti-corruption

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour des efforts contre la corruption et particulièrement, le cadre pour des lois anti-corruption concernant le secteur de la santé.



4. Identité légal pour tous

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour l'identité légale des individus, qui en retour fournit le cadre pour le droit d'accéder aux soins de santé et pour exercer d'autres droits liés à la santé (ODD 16.9).



5. Redevabilité et transparence

La règle de droit contribue à la redevabilité et à la transparence en établissant : des normes et des obligations juridiques claires qui doivent être respectées par ceux qu'elles visent, des obligations visant à établir des relations de redevabilité effectives, des exigences légales pour la transparence et la publication d'information, des institutions et des mécanismes légaux et formels pour assurer la redevabilité du détenteur d'obligation, et des sanctions pour ceux qui ne sont pas redevables.



6. Accès à l'information

Les règles de droit pour la CSU fournissent le cadre pour établir le droit d'accès à l'information et les moyens de reconnaître d'autres droits et libertés fondamentales incluent dans des accords internationaux sur les droits de l'homme.



7. Lois pour prévenir la discrimination

Les règles de droit pour la CSU éliminent des barrières d'accès aux services de santé en interdisant la discrimination.